

# LES CRAINTES ET ESPOIRS DES BÂTISSEURS DE L'UEM ET LE CYCLE ALLEMAND

HANS-HELMUT KOTZ \*

*Tous les Allemands ne croient pas en Dieu,  
mais ils croient tous en la Bundesbank.*

Jacques Delors

**D**epuis au moins l'époque d'Adam Smith, l'argent a été associé au langage. Comme James Tobin le déclare : « Les grands avantages (de l'argent) apportés à la société sont le fruit d'un accord sur un moyen commun d'échange et de compte, quel qu'il soit. De ce point de vue, l'argent est une institution sociale comparable au langage. »<sup>1</sup> L'argent est caractérisé par des externalités de réseau et son utilité augmente avec le domaine de son acceptation. Une devise européenne unique économise, par voie de conséquence, les coûts de transaction. C'est en effet en libérant le système de la distorsion provoquée par la volatilité monétaire qu'une allocation optimale du capital peut être favorisée. Au vu des derniers plans allemands sur le pacte de stabilité européenne, ces bénéfices micro-économiques sont probablement tout ce qui reste du projet<sup>2</sup> initial de l'UEM.

317

Le langage, pour exploiter davantage l'analogie précédente, était par ailleurs important quant à la « tentative d'établir des critères objectifs de nationalité ». Alors que, comme le suggère E.J. Hobsbawm, de telles définitions fondées sur des critères ont échoué et le fait que « les critères employés étaient intrinsèquement flous, mouvants et ambigus »<sup>3</sup>, n'en est pas la moindre raison. Ce phénomène appelle une observation intéressante : dans le cas allemand, le Deutschmark, selon une opinion internationalement très répandue, a évolué pendant la dernière moitié de ce siècle dans un substrat de nationalité.

---

\* *Deutsche Girozentrale — Deutsche Kommunalbank —, Frankfurt am Main (D) et Institut d'Administration Publique, Maastricht (NL).*

1. James Tobin (1982) : *Inflation in :* Encyclopedia of Economics, New York : Mc Graw Hill, pp. 510-23.

2. Patrick Artus (1995) : Comment éviter que l'Unification monétaire n'ait un coût économique trop élevé ? *Flash* n° 95-49 du 9 novembre 1995, CDC Research Dept.

3. E.J. Hobsbawm (1992) : *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge : CUP, pp. 5 et 6.

Par conséquent, ce silence réprimé de l'âme germanique a dû apparaître comme surprenant. Il y a eu en effet une sorte de débat public sur la dimension symbolique du projet de l'UEM : le nom — pas l'ECU ! — et la date possible de démarrage, si cela devait arriver, soit de préférence le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par la suite, au début de l'automne dernier, deux figures de proue de l'opposition sociale-démocrate ont relancé le débat, de manière « politiquement correcte », sur la symbolique de la perte du deutschmark (DM). Dans le contexte de l'unification allemande, le philosophe Jürgen Habermas, dans un article publié par l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, évoquant le patriotisme de la constitution, a cristallisé avec ironie la notion de *DM-Nationalismus*. Cette notion qui, bien évidemment, s'est rapidement répandue, a été à nouveau étalée en premier lieu par ceux qui se montraient critiques envers le fait de lancer le débat public sur l'éclipse du DM.

A la suite de ce débat particulier, le consensus veut, qu'en attendant, la position à l'égard des critères d'entrée soit renforcée. Les vraies questions, sur lesquelles ces économistes ont tendance à s'interroger, notamment les conséquences de l'abandon des instruments de taux de change nominaux, n'ont cependant jamais été posées.

Par conséquent, la symbolique du projet de l'UEM, à l'encontre de son économie, a acquis une importance capitale. Il y a bien évidemment une certaine tension entre la géographie de l'économie, telle que définie par un degré d'intégration des marchés de biens et des facteurs de production, et la politique de l'argent ; tension qui est reliée à la dimension régionale d'un moyen commun d'échange. « L'effeto Waigel » sur la lire italienne à la mi-septembre, tel que rapporté par le quotidien économique *Il Sole*, est un bel exemple de ce phénomène. Si nous pouvions approfondir cet argument, l'idée de Marc Shell pourrait bien constituer un schéma directeur pour déchiffrer la trame. D'après lui : « Le langage social élabore des projets (...) tous parlent avec éloquence des craintes et des espoirs de leurs bâtisseurs. »<sup>4</sup> Dans un registre plus pratique, nous devrions néanmoins tenir compte de l'organisation cyclique.

### ***Ralentissement de l'activité et possibilité d'un abaissement des taux par la Buba***

L'approche germanique, suggérant au non-initié que les critères de Maastricht devraient être pris à la lettre, pourrait rapidement tomber à l'eau. Cela force nos partenaires européens disposant d'une option

4. Marc Shell (1993) : Babel in America, or the Politics of Language Diversity in the United States, en *Critical Inquiry*, vol. 20, pp. 107 et 108.

d'entrée dans l'UEM, à resserrer probablement davantage leur politique fiscale.

Pendant ce temps, l'économie allemande est en train de s'essouffler. Depuis cet été, les données concernant les carnets de commande et la production sont médiocres. Selon le DIW, un institut de recherche économique situé à Berlin, la production de l'ensemble de l'Allemagne a probablement stagné au troisième trimestre et selon les indicateurs clés (demande,...), le dernier trimestre devrait également être maussade. Par conséquent, le moral dans le secteur privé est assez réservé et s'affaiblit même depuis le printemps. Parallèlement, avec une confiance mitigée, les consommateurs qui étaient censés faire repartir la machine, pourraient bien traîner les pieds l'année prochaine, et ceci malgré des réductions fiscales.

En conséquence, des révisions à la baisse sont de mise. Le spécialiste moyen s'attend à ce que le PIB de l'ensemble de l'Allemagne n'augmente que de 2 % pour cette année et la suivante. Aussi, le marché n'imagine pas d'alternative au fait que l'Allemagne, soucieuse de stabilité, n'hésite face aux obstacles de déficit et/ou de dettes de Maastricht. Tout cela ne devrait pas être favorable au projet d'UEM.

Par ailleurs, la politique monétaire dispose d'une marge de manœuvre pour un assouplissement. L'indicateur favori de la Bundesbank, M3, se porte, comme d'habitude, très bien. Compte tenu des données enregistrées mensuellement, il devient de moins en moins probable que la Bundesbank atteigne la limite basse de son objectif. En outre, le taux d'inflation actuel est inférieur au niveau idéal de la Buba et le DM est, même du point de vue de la Buba, probablement un peu trop fort. Par conséquent, il y a une forte probabilité que nous n'ayons pas encore vu le creux de ce cycle de taux d'intérêts.

319

### ***Le chapeau de Gessler et la complaisance envers l'UEM se sont envolés pour de bon***

En ce qui concerne l'UEM, une conduite en douceur du projet, envers le public, n'est plus possible. Récemment, un comité du Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, a réussi lors d'une audience sur l'UEM le remarquable exploit de verser strictement dans la symbolique : le nom de la nouvelle devise européenne, la date de démarrage, les données économiques devant être utilisées dans le processus d'admission et la date de la décision finale. Le fait de perpétrer cette fiction ne rencontrera probablement pas l'appui d'un public germanique visiblement sceptique. Incidemment, l'on constate une forte réticence également de la part des entreprises. D'après une enquête récente de la DIHT, une grande association économique allemande, 36 % seulement des

entreprises aimeraient voir la troisième étape de l'UEM démarrer au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Afin de « vendre le produit UEM à des acheteurs réticents », une analogie avec le marché du crédit semble instructive. L'homme de la rue en Allemagne peut être perçu comme étant engagé dans une transaction par laquelle on s'attend à ce qu'il fournisse un bien de valeur, le DM, en échange de la promesse d'une devise européenne au moins aussi apte à remplir les fonctions monétaires. Chez le « créancier », éprouvant une aversion au risque, cet échange est gouverné par une probabilité subjective que la promesse d'une devise, ayant des attraits aussi séduisants que celle qu'il abandonne, sera tenue. La collecte et le traitement de l'information sont ici des éléments essentiels. C'est pourquoi un discours public bien documenté, qui aborde toutes les asymétries d'information entre les deux parties du traité, devrait être utile. Hélas, ce n'est pas réellement la vraie scène sur laquelle « les entrepreneurs politiques » rencontrent leurs (incrédules) clients. Il est, en effet, très tentant d'être sceptique lorsque l'on apprend qu'un changement de taille dans l'organisation — l'abandon du taux de change — n'a pratiquement aucune conséquence.

L'on pourrait, à contrecœur, admettre les critères de Maastricht en tant que procurations afin de définir la dimension géographique de l'UEM. D'aucuns ont accepté cette version moderne de l'histoire du chapeau de Gessler, qui fit de Guillaume Tell dans la tragédie de Schiller un hors-la-loi, dans l'espoir d'une interprétation flexible des critères d'admission au club de Maastricht. S'ils sont néanmoins pris au sérieux, quelques vétérans du débat sur l'UEM peuvent avoir du mal à se retenir d'un rire homérique. Les critères nominaux : taux d'inflation, taux d'intérêt à long terme et stabilité des taux de change sont, au moins dans la perception courante du fonctionnement du monde, redondants. L'on doit partir du principe d'une incapacité du marché à comprendre qu'une divergence d'un demi point d'inflation fait croître de plus de deux points la différence entre les taux longs respectifs et par conséquent, provoque une volatilité des changes plus élevée que celle que permettent les bandes de fluctuation de l'UEM. Bien évidemment, la clé ici réside dans le fait que l'investisseur type est un mécréant, qui suspecte toujours un certain reniement de la part des anciens pêcheurs. En ce qui concerne les critères de dette et déficit, ils reposent apparemment sur un beau processus d'optimisation mécanique. Le ratio « dette brute moyenne/PIB » de la fin des années 80 semble avoir été un optimum. Par conséquent, avec un taux d'inflation acceptable, ou disons optimal, de 2 %, ce ratio est stabilisé à son niveau de la fin des années 80, si l'on admet un déficit courant des deniers publics de 3 %. Cependant, les investisseurs réels, se montreraient plus intéressés à juger de la faisabi-

lité d'une telle position d'actif net ; signal que l'on ne saurait extraire de ce critère.

En d'autres termes, il n'existe pas historiquement d'autre raisonnement cohérent qui pourrait générer ce modèle particulier de critères. Dans un monde, en effet, où l'argent est un voile et où les taux de change nominaux ont au mieux un effet temporaire, la dimension régionale de l'UEM pourrait être un élément assez exhaustif. D'un autre côté, dans la mesure où les rigidités nominales constituent des caractéristiques du contexte réel des salaires et des prix, il faut réfléchir aux substituts de la flexibilité des taux de change nominaux, c'est-à-dire : flexibilité réelle des salaires, migration et transferts fiscaux inter-UEM. Dans le débat allemand, cependant, ces équivalents fonctionnels aux taux de change nominaux n'existent pas. Honnêtement, la volonté allemande classique d'absorber une surcharge de solidarité supplémentaire (sous les auspices européens) ou d'accepter une migration plus forte, est pratiquement inexistante. Bien sûr, nous ne savons tout simplement pas qu'elle est l'importance que ces effets pourraient comporter dans leur dimension quantitative. Mais, à moins que nous ne vivions sous de nouveaux cieux, certains de ces effets mentionnés devraient se faire sentir. Ainsi que l'a écrit un jour Max Weber : « Vous devriez aimer les conséquences de vos actes. »

L'approche officielle consistant à rendre hommage à cette réticence par un durcissement de la position sur l'interprétation des critères doit être clairement rassurante pour certains membres de la tribu pro-Maastricht. Par exemple, ceux qui ont accepté la rhétorique parce qu'ils considéraient toute l'organisation comme étant instable, dans l'espoir qu'en fin de compte tout cela aboutirait à une macro-politique plus coopérative. Hélas, avec le pacte de stabilité de Bonn, nous sommes maintenant aussi près que possible d'une règle de budget équilibré. Ceci réduit significativement toute marge d'assouplissement fiscal, de partage de charge inter-générationnel et, bien évidemment, d'absorption automatique de choc. La politique de stabilisation ne fait plus partie intégrante de ce Maastricht réinterprété.

L'UEM en tant que projet d'élaboration sociale requiert un débat éclairé et la construction d'une sorte de compréhension mutuelle des politiques d'approche. Ceci constitue, sinon une condition préalable, du moins une pièce maîtresse de l'UEM. Milton Friedman qui, dans un entretien accordé à *l'Express* (26 octobre 1995) évoquait : « Ces conditions psychologiques, pourtant indispensables au succès durable d'une monnaie unique »<sup>5</sup>, pourrait avoir raison lorsqu'il déclarait : « Européens, vous vous trompez. »<sup>5</sup>

5. Note du traducteur : en français dans le texte.